3.

N. OSSINSKY.

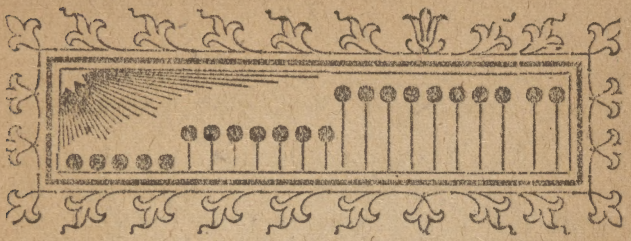
# RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE

ET

# RÉPUBLIQUE SOVIÉTISTE.

---

EDITION DU
Groupe Communiste Français.
Moscou, 1919.



## Coalitionnistes et bolchéviks.

Depuis le commencement de la révolution russe, il existe une discussion entre les communistes (bolchéviks) et les opportunistes que les bolchéviks ont appelés *„coalitionnistes"*. On a nommé „coalitionnistes" ceux qui conseillaient aux ouvriers et aux paysans de ne pas prendre en mains le pouvoir, mais de vivre en bonne amitié avec les richards, la bourgeoisie et diriger toutes les affaires *en coalition* avec les capitalistes, les propriétaires fonciers et les koulaks (bourgeoisie paysanne).

On discute la question de savoir quelle organisation d'Etat est la meilleure, la plus avantageuse aux ouvriers et paysans. Les coalitionnistes disent que c'est la *république démocratique* qui est préférable, les bolchéviks—que c'est la *république soviétiste.*

Dès que la révolution a commencé en Allemagne, la même discussion s'y est engagée. Les coalitionnistes allemands vantent la ré-

publique démocratique, les bolchéviks allemands veulent constituer en Allemagne une république soviétiste.

Qu'y a-t-il donc de bon dans une *république démocratique?* Au début, les coalitionnistes disaient qu'il faut l'instituer parce qu'ils considéraient la révolution russe comme une révolution *bourgeoise.* La révolution russe ne doit ni ne peut renverser la bourgeoisie, prétendaient-ils. On peut prendre aux propriétaires une partie de leurs terres, mais seulement contre paiement. Mais on ne peut pas prendre aux patrons riches les fabriques et les usines. Les ouvriers ne sauront pas tirer parti des fabriques, ils ne sauront pas les diriger sans patrons. C'est pourqui il ne faut instituer qu'une *république démocratique* (populaire). C'est une très bonne république, mais à condition d'y laisser une petite place pour les richards. Dans une république démocratique, les riches peuvent vivre aussi; dans une république démocratique, la bourgeoisie peut diriger l'Etat de concert avec les ouvriers.

Maintenant, après que les ouvriers se sont soulevés en Allemagne, beaucoup de coalitionnistes (les menchéviks, par ex.) ne disent plus qu'il faut faire une révolution bourgeoisie. Ils disent qu'on peut renoncer maintenant à l'amitié des patrons, qu'on peut leur prendre les terres et les fabriques, fonder le socialisme. Mais ils pensent quand même que la république démo-

cratique est l'organisation d'Etat la plus avantageuse pour le peuple travailleur.

Seulement maintenant ils ont changé de chanson. Ils disent: „*Pour établir le véritable socialisme* et pour que le pouvoir soit réellement entre les mains du peuple travailleur, il faut établir une *république démocratique*".

On voit donc que les coalitionnistes n'ont qu'un seul habit pour l'été comme pour l'hiver. La république démocratique convient quand il faut lier amitié avec la bourgeoisie, elle convient également quand la bourgeoisie doit être détruite. Même un enfant verrait le défaut de la cuirasse dans cet argument des coalitionnistes.

## Qu'est-ce que la „république démocratique"?

Mais qu'est-ce donc que cette république démocratique? On appelle république un Etat qui n'a pas de roi. On appelle république *démocratique* un Etat dans lequel (*en paroles*) tout le peuple dirige toutes les affaires [1]).

Pour diriger toutes les affaires de l'Etat, le peuple choisit chaque année des députés. Ces députés se réunissent en une assemblée que l'on appelle Parlement; il décide de toutes les affaires, il nomme et destitue le Gouvernement. Tous — hommes et femmes — élisent les

---

[1]) „Démocratie" signifie pouvoir du peuple.

candidats au Parlement. Aux élections, personne n'a de privilèges: les gens riches et instruits ont, tout comme les pauvres et les illétrés, chacun une seule voix (*élections égalitaires*). On élit *directement* les députés au Parlement, et non des électeurs qui choisiront plus tard entre eux un député. De pareils électeurs peuvent toujours tromper ceux qui les ont élus et envoyer au Parlement un homme que le peuple ne voulait pas élire (*élection directe des députés*). Les électeurs donnent leurs voix non pas ouvertement, aux meetings et réunions, mais inscrivent chacun séparément sur une feuille de papier le nom de ceux qu'ils veulent élire (*vote secret*). Cela est nécessaire pour que l'électeur pauvre ne craigne pas son patron riche et puisse voter pour ses amis et non pour ses ennemis.

Dans une république démocratique, tous sont égaux en droits et tous ont la même liberté. Tous peuvent écrire et dire dans les réunions tout ce qu'ils veulent. On donne à tous la „liberté de parole, de presse, de réunion, d'association, de culte".

Dans une république démocratique, il n'y a pas d'*armée permanente*, il n'y a que la *milice populaire*. On ne tient pas les soldats dans des casernes sous la surveillance des généraux. Cela est nécessaire pour que persone ne puisse faire marcher l'armée contre le peuple. Les miliciens n'iront pas tirer contre le peuple

comme la font les soldats disciplinés par les officiers. En outre, il y a moins de dépenses pour la milice que pour une armée permanente. Et le peuple ne déserte pas les fabriques et les villages pour aller vivre en paresseux dans les casernes.

Voilà ce que c'est que la république démocratique. Vue de loin, c'est une chose excellente, si bonne qu'elle n'existe pas encore partout. Même dans les pays les plus avancés, l'Etat n'est pas partout organisé de cette façon. Dans beaucoup de pays, par ex., en Angleterre, en Italie, etc, il existe encore des rois. Quoique ce soient les Parlement qui dirigent les affaires et que tous les citoyens soient libres, les femmes ne peuvent pas encore partout (par ex., en France, en Amérique)élire les députés au Parlement, et ainsi de suite. La république démocratique est, semble-t-il, une chose de tout nouveau genre, de tout premier ordre. Il semble que le peuple doive se trouver très bien dans une pareille république.

### Le revers de la république démocratique.

Mais en réalité, si on y regarde de plus près, si on jette un coup d'oeil sur le revers d'une pareille république démocratique, on découvre un tableau tout différent.

Ce n'est pas du tout le *peuple*, mais le *capital*, la richesse qui dirige toutes les affaires dans

les pays qui passent pour les plus éclairés et les plus démocratiques. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à prendre l'exemple de l'Amérique ou de la France.

### I. Rôle du Capital.

*Elections générales au Parlement, liberté de parole et de presse, milice populaire—tout cela n'est que paroles, si toute la richesse du pays est entre les mains de quelques richards.* Toute la question est de savoir à qui appartiennent l'argent, la terre, les fabriques et les usines. Dans toutes les républiques libres, (en Amérique, en France), ce sont les *banques* qui possèdent l'argent, le capital. Les banques — ce sont les établissements qui prêtent de l'argent à tous et qui reçoivent les placements de fonds contre paiement d'intérêts.

Il existe actuellement, dans chaque pays, *cinq ou six banques principales* qui appartiennent à une ou deux dizaines de *grands millionnaires.* Ces banques ramassent dans leur caisse tout l'argent des patrons grands et petits. Tout va chez elles, parce que la plus grande banque est la plus sûre et paie les plus forts intérêts. Et tous leur empruntent parce que les grandes banques prêtent à des taux moins élevés.

Or l'argent est nécessaire à tout le monde. Il est avant tout nécessaire aux *propriétaires des fabriques et des usines.* Ils ont besoin de beau-

coup d'argent pour acheter les machines, le charbon, le fer, pour payer les ouvriers. Or, en prenant l'argent à la banque, les fabricants deviennent les escaves de la banque. Mieux que cela: les banques achètent de plus en plus les actions des fabriques et des usines et deviennent elles mêmes leurs propriétaires. Presque toutes les fabriques et usines, en Amérique ou en France, appartiennent en entier ou en partie aux banques. Il en était de même en Russie jusqu'à la révolution d'Octobre.

De cette façon, *les propriétaires des banques asservissent toute la bourgeoisie, l'unissant en une seule petite famille bien amie.*

Tous les *intellectuels* sont également dans la dépendance des banques. Tout homme qui travaille de la tête—le savant, l'écrivain, l'ingénieur, l'avocat,—est l'esclave du capital. Pour publier un livre, le savant ou l'écrivain doit aller s'incliner devant le patron de la typographie. Or le maître de la typographie, l'éditeur de livres et de journaux est soumis à la banque. Il doit de l'argent à la banque, il lui a vendu une action de sa typographie. L'ingénieur est nourri par le propriétaire de l'usine, et le patron de l'usine obéit à la banque.

L'avocat reçoit de ces mêmes bourgeois de gros honoraires pour les affaires de justice.

En outre, ces richards cherchent, par tous les moyens, à apprivoiser, à s'attacher les hommes instruits. Ils donnent, aux avocats et aux

ingénieurs, pour un travail bien consciencieux, des intérêts dans leurs bénéfices. Et quand l'écrivain, l'ingénieur, l'avocat se sont amassés une petite somme, ils la placent dans la même banque et deviennent ainsi les bons amis des gros bourgeois.

Les *grands fonctionnaires généraux et officiers* sont aussi nourris par les grands richards. D'ailleurs, ils sont un peu leurs parents: les employés et les généraux sont, en effet, tous fils et frères des grands richards. Ils sont en parenté et en bonne amitié avec eux.

Et il se trouve ainsi que, *dans une république, démocratique les employés, les généraux, les prêtres, les écrivains, les avocats, en un mot, tous ceux qui dirigent en réalité les affaires de l'Etat—tous sont liés au capital, tous sont soumis au capital.*

Et le petit peuple? Les bourgeois des villes et les koulaks de village, les paysans riches, sont soumis ou bien à la banque, ou bien à son commis, quelque propriétaire moins important.

Quant aux masses d'ouvriers *inconscients*— elles sont dans l'assujettissement complet du propriétaire d'une usine importante. Le propriétaire peut toujours fermer l'usine, abaisser la paie, transformer les ouvriers en mendiants. Il peut toujours étouffer n'importe quelle grève: en effet, par les banques, tous les patrons forment une seule famille. Et cette famille est bien plus forte que la famille des ouvriers.

Quant aux paysans traqués qui triment jour et nuit chacun sur son lopin de terre, il est inutile d'en parler. Ils sont dans les griffes des koulaks-usuriers de village et des propriétaires. Ils sont encore plus faibles que les ouvriers parce qu'ils vivent et travaillent chacun pour soi. Et ils sont tout aussi pauvres et ignorants que les ouvriers.

## II. „Pouvoir du peuple" et „liberté" dans une république démocratique (bourgeoise).

Voilà quel est le revers de toutes les républiques „démocratiques" actuelles. C'est un revers *bourgeois*. En réalité, et non en paroles, dans une pareille république tout le pouvoir est aux mains de la bourgeoisie. Et c'est pourquoi toutes ces républiques démocratiques sont, en réalité, des républiques *bourgeoises*. C'est la bourgeoisie qui y commande. Et les élections générales, le Parlement, les „libertés", la milice, ne sont que des jouets dans les mains de la bourgeoisie.

Sur le papier, on écrit „liberté de parole, de presse et de réunions". Et, en fait, cela signifie: liberté seulement pour la bourgeoisie, seulement pour les richards.

Tous les meilleurs savants, écrivains, orateurs sont achetés par la bourgeoisie. Dans les réunions, la vérité populaire ne se fera pas entendre. Les orateurs bourgeois jetteront de la

poudre aux yeux de tous les naïfs et prendront à la gorge tout citoyen qui prendra la défense des opprimés et des victimes de la bourgeoisie. Il est difficile à cet homme de discuter avec eux: il n'a pas pu recevoir une bonne instruction. En effet, la bourgeoisie n'ouvre les universités et les gymnases qu'à ses fils et à ses satellites.

Que les ouvriers et les paysans essaient d'organiser une réunion: toutes les maisons les plus commodes appartiennent aux riches. Les riches n'autorisent que les réunions de ceux qui sont pour les partis bourgeois, pour le pouvoir des propriétaires.

Tous les meilleurs *écrivains* travaillent pour la défense de la bourgeoisie. Tous les grands *journaux*—qui demandent de grandes typographies (imprimeries)—sont entre les mains des richards. Pour les ouvriers et les paysans, la liberté de presse n'existe qu'en paroles: „imprime ce que tu voudras, mais, pour cela, *procure-toi toi-même* une imprimerie, des ouvriers, du papier". Or, imprimeries, papier, écrivans—tout cela est acheté par la bourgeoise.

On imprime dans les journax les nouvelles de ce qui se passe dans l'univers. Ces informations sont fournies au journal non par des commères qui ont tout leur temps libre, mais par des collaborateurs, des agents, des correspondants. On établit des bureaux spéciaux, des *agences* pour réunir des informations sur ce qui se passe un peu

partout. Pour ces agences, il faut aussi beaucoup d'argent. C'est pourquoi elles sont également aux mains de la bourgeoisie. Aussi passent—elles sous silence tout ce qui est désavantageux aux propriétaires et n'annoncent que ce qui est dans leur intérêt. Elles mentent sciemment au profit de leurs patrons. Et les journaux publient ces mensonges, ils bourrent de ces tromperies le crâne des ouvriers et des paysans.

Ainsi donc bien que tout le monde ait le droit d'élire au Parlement, n'y pénètrent guère que les employés du capital. En paroles, c'est le parlement qui dirige tout, et c'est le peuple entier—toujours en paroles—qui élit le Parlement. En réalité, ce sont cinq ou dix gros bonnets qui commandent. Ils indiquent aux députés quelles lois doivent être promulguées, quels ministres doivent être nommés. En Amérique et en France, les trois quarts des députés au Parlement sont des employés des grandes banques, et ce sont les princes de la banque qui nomment et destituent le Gouvernement, tout en dégustant une tasse de café ou un verre de vin

**Le république démocratique facilite le règne de la bourgeoisie.**

Un naïf pourrait me dire: „Vous avez dit vous-même qu'en France et en Amérique tout n'est pas encore arrangé comme le demande

une république démocratique. Par exemple, *tout le monde* n'y élit pas les candidats au Parlement. Les femmes n'ont pas le droit de vote. Il y a d'autres *défauts* encore à leur constitution (organisation de l'Etat). Peut-être est-ce pour cela qu'il n'y existe pas encore de véritable république démocratique? Or dans une *véritable* république démocratique, la bourgeoisie ne peut pas avoir toute liberté d'action".

On voit, par ce qui a été dit, qu'il ne s'agit pas ici de *défauts*, mais de tout le *revers*. On aura beau raccomoder les accrocs et coudre des morceaux à la doublure déchirée, l'habit restera mauvais.

Mais il ne s'agit pas seulement du revers. L'endroit lui-même, le bon côté de la république démocratique est tel qu'il donne à la bourgeoisie toute facilité de régner sur les ouvriers et les paysans.

Outre le vote universel, la liberté générale et autres règles excellentes il existe encore un *principe doré* dans une république démocratique. Cette règle est: „*le pouvoir législatif doit être séparé de l'exécutif et du judiciaire*". Il ne faut pas que la promulgation des lois, leur exécution et le pouvoir judiciaire suprême soient concentrés dans une seule main (par ex., dans celle du Parlement). Ce sont des institutions distinctes, indépendantes les unes des autres qui doivent promulguer les lois, les exécuter et porter des jugements.

Si l'on faisait autrement, disent les défenseurs de la république démocratique, on tomberait dans l'arbitraire. Si, par exemple, le même fonctionnaire est gouverneur et juge, il jugera mal. Admettons que le gouverneur a donné l'ordre, par exemple, à un paysan d'aller réparer le chemin. Celui qui a reçu cet ordre ne veut pas obéir et dit que le gouverneur a donné cet ordre illégalement. Si le gouverneur et le juge ne sont pas une seule et même personne, le gouverneur et le paysan iront auprès du juge, et le juge décidera qui d'entre eux avait raison.

Mais si le gouverneur ordonne et juge en même temps, c'est lui qui jugera le paysan et, naturellement, sa sentance sera injuste et *arbitraire*. C'est pourquoi on ne peut pas concilier le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire.

De même, il ne faut pas concilier le pouvoir législatif (droit de promulguer les lois) avec le pouvoir exécutif. Autrement, nous aurons de nouveau l'arbitraire. Si le gouverneur écrivait lui-même les lois, il les changerait chaque jour selon son gré. Celui qui donne des ordres, veut toujours qu'ils soient exécutés rapidement et sans discussion. Et voilà notre gouverneur promulguant des lois qui mettront tout le monde sous son joug. Or, il faut que chacun ait des droits bien définis pour que tous puissent s'appuyer sur la loi. Voilà pourquoi les pouvoirs législatif et exécutif ne peuvent être réunis.

Et c'est pour cela que, dans une république

démocratique, on ne donne au Parlement que le pouvoir de promulguer les lois (et, en outre, de nommer les ministres et de contrôler leur travail). Le Gouvernement et ses fonctionnaires n'ont que le pouvoir de faire appliquer les lois et donner des ordres. Les cours de justice sont chargées de juger et de décider qui a exécuté la loi et qui l'a transgressée.

Voilà une règle d'or! Mais que devient-elle? Voici: tous les employés, les généraux et les juges sont un élément à part, qui ne dépend presque pas du Parlement. Leur pouvoir est „séparé" de celui du Parlement. Une dizaine ou deux de véritables députés des ouvriers et des paysans pénètrent, tant bien que mal, au Parlement. Mais ces députés, représentants du peuple, y sont comme enfermés dans une cage. Ils ne peuvent pas indiquer aux fonctionnaires ce qu'ils doivent faire. Les fonctionnaires sont indépendants.

Or, nous avons dit plus haut que tous ces fonctionnaires, généraux et juges sont tous apparentés aux riches et leurs satellites. *Grâce à la séparation des pouvoirs législatif et exécutif, le peuple ne peut pas donner lui-même des ordres dans l'Etat. Ce sont des employés „indépendants" qui ordonnent. Or ces employés sont tout ce qu'il y a de plus dépendant de la bourgeoisie.*

Mieux que cela. Pour que les fonctionnaires soient absolument indépendants et sans parti-pris, ils sont *inamovibles* dans une république

démocratique. Cela signifie que si un employé a été nommé à une place, il ne peut en être privé que s'il meurt s'il quitte lui-même le service ou si la justice le destitue pour ses irrégularités. Voici pourquoi on agit ainsi: Si le gouverneur, par ex., avait le droit de renvoyer un de ses subordonnés à n'importe quel moment, il serait investi d'un trop grand pouvoir. Il pourrait disposer de tout à son gré. Et cela est impossible, il ne doit pas y avoir d'arbitraire.

Voilà encore une bonne règle. Mais il en résulte que le peuple ne peut plus du tout forcer l'employé à diriger les affaires comme le peuple le veut. Ici le peuple partcipe encore moins aux affaires de l'Etat.

Mais, si les fonctionnaires ne dépendent pas du peuple, peut-être le Parlement le sert-il du moins fidèlement? Mais ici encore il n'en est rien. Les élections au Parlement ont lieu une fois par an ou bien une fois tous les deux ans. On ne peut pas les faire plus souvent. Il faut qu'avant les élections, les électeurs réfléchissent bien avant de faire leur choix. Il faut porter tous les électeurs sur des listes. Il faut que chacun donne son bulletin à part. C'est une longue histoire. Cela coûte cher. On ne peut le faire qu'une fois chaque année ou tous les deux ans.

Or, durant cette année, les députés sont inamovibles. Ils sont indépendants du peuple,

ils agissent à leur gré. Il est évident que ces députés inamovibles peuvent facilement tromper les électeurs. Et ils le font partout sans vergogne.

„Mais le vote universel, direct et secret est, indubitablement, la meilleure des choses", nous dira quelque naif. Il se trompe encore!

Il résulte de ce vote universel et direct que le peuple ne peut parvenir à ce qu'il lui faut.

Vote universel: cela signifie qu'ouvriers et bourgeois, paysans et koulaks se mêlent dans les réunions qui précèdent les élections. Les élections n'unissent pas les ouvriers et les paysans contre leurs ennemis, mais les dispersent parmi les bourgeois. Les riches et les koulaks peuvent ainsi plus facilement travailler et tromper les ouvriers et les paysans.

Vote secret: cela signifie que chaque ouvrier vote séparément. Il est vrai qu'il nést pas surveillé par le riche. Mais il n'est pas non plus surveillé par ses camarades. Grâce à son inconscience, il peut voter pour n'importe quel ennemi de la classe ouvrière.

Mais ces élections morcellent, affaiblissent les ouvriers encore dans un autre sens. Elles les habituent à parler et à ne pas agir.

Lors des élections se décide le sort de tout l'Etat et du peuple travailleur. Mais toute violence, toute „pression" est interdite pendant les

élections. Il n'est permis que de parler, de persuader ceux qui vont voter, et puis de remettre son bulletin. Or, toute parole n'a de force que si elle est suivie de l'action. C'est alors seulement que les couches ignorantes de la société s'ébranlent, et engagent la lutte pour la cause commune.

Mais cela est défendu: on ne peut que parler, „persuader", lutter avec la langue. Et les élections habituent le peuple à discourir sans fin sur son sort, au lieu de le forger de ses propres mains.

Et une fois que le Parlement est élu, tout est fini. Tout le pouvoir dans l'Etat passe au Parlement. „On ne doit pas le gêner dans son travail". De même, on ne peut pas lutter contre ses ennemis par l'action. On ne peut pas lever contre eux le poing des ouvriers et des paysans: dans une république démocratique, tous sont égaux et libres. On ne peut que chercher à persuader les employés et les patrons à ne pas opprimer le peuple, à persuader les loups de se faire brebis. Tout le „parlementarisme" ne consiste qu'en cela: le peuple ne fait qu'exprimer son opinion et n'agit pas. Ce sont les députés et les fonctionnaires qui agissent pour lui. Ce sont encore les propriétaires et les bourgeois qui agissent sous le couvert des députés et fonctionnaires, ils sucent légalement le sang des ouvriers et des paysans.

## Il faut briser les forces de la bourgeoisie.

Comment donc faire, pour que ce soit le peuple des travailleurs lui-même qui gouverne, qui soit le maître dans l'Etat? Pour cela, il ne faut pas seulement rapiécer le vêtement, il faut changer toute la doublure. Tant que les riches tiendront dans leurs mains la terre, les fabriques, les usines et surtout les banques, ils régneront toujours sur les ouvriers et les paysans. Et quelques élections que l'on fasse, quelque parlements que l'on reunisse, quelques libertés que l'on proclame, les riches tourneront tout à leur avantage: élections, parlement et libertés.

Il faut briser les forces de la bourgeoisie. Et sa force, elle est dans la richesse, dans le capital. Il faut lui prendre les banques, les usines et mettre cela entre les mains du peuple travailleur,

Naturellement, on n'y parviendra pas avec des paroles, par la „persuasion". On ne peut pas persuader le loup de ne pas se nourrir de la chair des brebis. Il faut renverser le pouvoir de la bourgeoisie par la violence, il faut lui prendre tout ce qui fait sa force. Et, pour cela, il faut se battre les armes à la main, il faut faire une révolution socialiste.

On appelle *socialisme* un ordre social dans lequel la terre, les fabriques, les usines, les banques appartiennent à tout le peuple ouvrier

et non à quelques patrons. Et au peuple tout entier, sans restrictions: on ne peut pas prendre les banques, les usines et les fabriques aux riches pour les partager entre les riches. On ne peut pas partager les usines. Et même si cela était possible, par ex.. si l'on se groupait en corporations d'artisans et si l'on distribuait les fabriques et les usines à ces communautés, bientôt un artisan plus malin deviendrait de nouveau patron. Et de nouveau la majorité du peuple souffrirait de la faim.

On appelle *révolution socialiste* un soulèvment du peuple des travailleurs par lequel le peuple arrache à la bourgeoisie, par la violence, toutes ses richesses pour les gérer en commun.

C'est la révolution qui s'est faite en Russie en Octobre 1917.

## Dictature du prolétariat et des paysans pauvres.

On ne peut pas vaincre la bourgeoisie par des paroles, Mais on ne peut pas non plus la renverser simplement et puis donner pleine liberté à tous—fais tout ce qu'il te plaira.

Il faut lutter contre la bourgeoisie. Elle ne renoncera pas à ses privilèges. Elle engagera une bataille à la vie à la mort. Tous ses parents et alliés, tous ses satellites—les employés, les officiers, les intellectuels—lutteront pour elle, feront des complots et des soulèvments contre le nouveau régime. C'est toute une

guerre à soutenir contre eux, la guerre civile. Or pour mener une guerre, il faut un Gouvernement, un pouvoir. La bourgeoisie avait son pouvoir, l'ancien. L'ancien régime, celui de la bourgeoisie, il la défendait l'aidait à exploiter les ouvriers et les paysans. Quand les ouvriers et les paysans font une révolution socialiste, non seulement ils prennent à la bourgeoisie sa richesse—source de sa puisasnce—mais ils renversent encore l'ancien pouvoir. A la place de ce pouvoir, il faut immédiament en fonder un nouveau.

Ce pouvoir est nécessaire, en premier lieu, pour diriger l'insurrection, pour être le chef qui mène au combat les ouvriers et les paysans. En second lieu, ce pouvoir est nécessaire pour annuler les anciennes lois et l'ancien ordre de choses, peur lutter contre les ennemis de la révolution (les contre-révolutionnaires). En troisiéme lieu, ce pouvoir est nécessaire afin d'établir un nouveau régime.

S'il faut posséder en commun toutes les richesses qui ont été enlevées à la bourgeoisie, il faut pour cela établir de nouveaux pouvoirs élus par le peuple. S'il ne doit plus y avoir de propriétaires privés, si, au contraire, toutes les fabriques, les usines, les banques doivent être une propriété commune, il faut qu'elle soit administrée, et pour cela il faut un pouvoir des ouvriers et des paysans, un Gouvernement des ouvriers-paysans. Il ne faut pas seulement

que le nouveau Gouvernement siège à Pétersbourg ou à Paris, tandis que dans les districts et les cantons les gens vivent comme bon leur semble. Il faut que le pouvoir s'étende à tout le pays, pour que partout il ait des collaborateurs et des subordonnés. Il faut qu'un nouvel état soit créé à la place de l'ancien état bourgeois et fonctionnaire.

Comment doit donc être le nouveau pouvoir? Il doit être fort, illimité et unique. A la guerre, les chefs commandent de telle sorte que chacun leur obéit sans discussion aucune. L'autorité militaire n'est limitée, n'est contrecarrée par personne. Nous faisons la guerre à la bourgeoisie. Par conséquent, il nous faut un pouvoir fort, unique, un pouvoir de fer, autrement dit la dictature [1]).

La bourgeoisie le comprend à merveille. Dans toutes les contrées de la Russie où la bourgeoisie subsiste encore (en Sibérie, au Caucase), elle aussi établit sa propre dictature bourgeoise, elle nomme les généraux avec plein pouvoir illimité.

La différance entre le pouvoir des ouvriers et paysans (dictature) et la dictature bourgeoise est que le premier est élu par les Soviets des

---

[1]) On appelle „dictateur" un homme investi d'un pouvoir tel qu'il peut commander à chacun ce qui lui plaît sous peine de mort. On appelle „dictature" le pouvoir donné au dictateur.

Ouvriers et des Paysans. Ce pouvoir mène au combat les anciens esclaves du capital, il étouffe la bourgeoisie, il fonde le socialisme. Les généraux-dictateurs bourgeois, au contraire, sont nommés par une poignée de richards dans le but de reprendre aux ouvriers et au paysans les banques, les fabriques et la terre. En outre, sous la dictature des ouvriers et des paysans, commande, non pas un seul homme, un dictateur autocrate. Les dictateurs des ouvriers et des paysans, ce sont tous les Soviets électifs et le Soviet des Commissaires du Peuple en tête. Chez la bourgeoisie commandent des dictateurs—rois autocrates: *Ludendorf*, *Foch*, sur le Don *Krasnov*, en Sibérie *Koltchak*.

**La révolution socialiste et la républigue democratique.**

Pour vaincre la bourgeoisie et fonder le socialisme, il faut le pouvoir des ouvriers et des paysans, il faut un état des ouvriers et des paysans. Comment donc les établir? De quelle étoffe recouvrir la nouvelle doublure?

Peut-être que la République démocratique conviendra? En effet, quoi de mieux? On a chassé la bourgeoisie, on l'a réduite á l'impuissance, on lui a enlevé les banques, les usines et la terre. On peut donc maintenant instituer un bon Parlement, établir de vraies élections sans aucune fraude ni tricherie, on peut donner à

tous les droits et les libertés, *à tous* vraiment, sans exception. C'est ce que conseillent de faire les coalitionnistes. Ils disent que le meilleur moyen de fonder le socialisme, c'est d'y mettre, par surcroît, la République démocratique.

Mais c'est que si l'on donne des droits égaux et des libertés égales à tous, y compris la bourgeoisie, cela veut dire cesser de lutter contre la bourgeoisie et ses commensaux. Si on autorise tout le monde à se réunir et à se grouper en syndicats, cela veut dire qu'il faut permettre aux ennemis de la révolution d'organiser librement des insurrections et de se grouper en falanges guerrières. Si l'on permet à tout le monde d'imprimer ce qui lui plaît, cela veut dire qu'il faut permettre d'imprimer librement les proclamations bourgeoises.

Or, sans la liberté de la presse, de réunions et de syndicats pour tous, on ne peut pas faire d'élections générales.

Par conséquent, on ne peut pas faire d'élections générales, quand on fait aux richards une guerre à la vie à la mort. En ce moment, les ouvriers et les paysans doivent élire, non pas un Parlement, mais leurs organisations de combat. Ce n'est pas le moment pour le peuple de bavarder dans les élections. Il faut agir. Ce qu'il faut au peuple, ce n'est pas un Parlament qui siège à Berlin et de là promulgue des lois sans prendre l'avis du peuple; ce qu'il lui faut, ce sont des Soviets qui agissent en accord avec

le peuple, qui le mènent au combat, qui éditent des lois et qui se soumettent eux-mêmes à ces lois immédiatement.

Mais comment faire avec les fonctionnaires? Est-ce qu'on peut leur permettre d'être indépendants et inamovibles? Mais alors ils trahiront les ouvriers et les paysans pour servir la cause de la bourgeoisie. Il faut avoir l'oeil sur eux. Or, sans des pouvoirs exécutifs et judiciaires indépendants et inamovibles, la République démocratique ne peut exister.

Par conséquent, dans la période de révolution socialiste, on ne peut pas parler de République démocratique. La classe ouvrière a besoin de la dictature du prolétariat et des paysans, et non pas d'une „démocratie" pacifique. Les travailleurs doivent battre la bourgeoisie et non pas lui donner les droits et les libertés.

**La République Soviétiste,—voilà le Gouvernement des ouvriers et des paysans.**

Mais alors, va-t-on supprimer tout-à-fait les *élections*, est-ce qu'on ne donnera à personne *aucuns droits* et est-ce qu'on installera partout des chefs autocrates? Evidemment *non*. Il faut donner les droits *seulement aux* ouvriers et aux paysans, *à eux seulement* il faut confier l'élection des députés et partout donner plein pouvoir aux Soviets des Députés ouvriers et paysans.

Il faut établir la Républtique Soviétiste et non pas la République „démocratique“ (parlementaire).

Dans la République Soviétiste, tous les pouvoirs sont *électifs*. Ils sont élus par la classe ouvrière toute entière. Par ses députés, le peuple dispose de tout sans aucunes restrictions. C'est la dictature impitoyable, le pouvoir de fer. Mais c'est la dictature *de la classe ouvrière elle-même*; elle est l'incarnation même des ouvriers et des paysans.

*Dans la République Soviétiste, il n'y a pas de Parlement, il y a les Soviets de Députés.* Le droit d'élection appartient *exclusivement aux ouvriers et aux paysans.* Tout député peut être destitué s'il ne plaît pas aux électeurs. Cela est facile parce que chaque fabrique, chaque usine, chaque village élit ses députés. Si les élections étaient, comme pour le Parlement, c'ést-à-dire par gouvernements et par ville entières, on ne pourrait pas destituer le député. Pour le faire sortir du Parlement, il faudrait que tout le Gouvernement ou toute la Ville fasse des réélections. Or, une fabrique et un village peuvent sans aucune peine destituer le député et ôter son mandat. En résultat, le Soviet ne perd jamais contact avec ceux qu'l'ont élu. Il va toujours de pair avec ses électeurs et remplit les volontés de ses mandats.

Les Parlements ne font qu'écrire les lois, les fonctionnaires les exécutent. *Les Soviets*

*éditent eux-mêmes les lois et eux-mêmes ils les exécutent*; les fonctionnaires soviétistes sont sous le commandement du Soviet, ils agissent, non pas d'eux-mêmes mais d'après les indications du Soviet. Or, le Soviet est sous le commandement du peuple. Par conséquent, c'est le peuple lui-même qui, tout le temps, forge ses propres destinées, rapidement et sans aucun délai. Il décide lui-même de ce qu'il faut faire et il exécute lui-même ce qu'il a décidé.

C'est de cette manière seulement qu'on pourra rapidement briser la puissance de la bourgeoisie et instituer une vie nouvelle.

Il n'est pas à craindre que l'on tombe dans l'arbitraire. Du moment que les Soviets sont sous le commandement des ouvriers et des paysans eux-mêmes, comment pourraient-ils se livrer à l'arbitraire contre eux-mêmes. Sous le régime bourgeois, il fallait distinguer le pouvoir législatif du pouvoir exécutif, parce que là les deux pouvoirs législatif et exécutif étaient entre les mains des riches. Là le gouverneur ne devait pas écrire lui-même les lois parce que son poste dépendait de la bourgeoisie. Si l'on lui avait permis de faire les lois, il aurait pu par ses insolences envers le peuple soulever l'insurrection. Voilà pourquoi la bourgeoisie craignait l'arbitraire.

Dans la République bourgeoise, tous les pouvoirs appartiennent à un *Parlement* qui siège à l'écart du peuple, dans la capitale du pays.

Dans la République Soviétiste, *chaque ville*, chaque Gouvernement, chaque district, chaque canton et même chaque village a *son Soviet*. Chaque Soviet décide lui-même de ce qu'il faut faire et exécute lui-même ses décisions. Donc, le pouvoir appartient réellement au *peuple tout entier* dans tous les coins du pays, et non pas aux députés dans un Parlement.

Evidemment, le Soviet du canton ou du village ne décident et n'administrent que les affaires de leur canton ou de leur village. Toutes les affaires importantes concernant l'Etat tout entier, se décident dans le Congrès des Soviets et quand il n'y a pas de Gongrès, par le Comité Exécutif Central des Soviets. Dans ce Congrès se réunissent les députés de tous les Soviets des Députés Ouvriers et Paysans des villes de districts. Ce sont eux qui élisent le Comité Exécutif Central. Le Comité Exécutif Central (ou le Congrès) nomme et change le Gouvernement des Ouvriers et Paysans, le Soviet des Commissaires du Peuple. De cette façon, toute la classe ouvrière élit et change son Gouvernement. Dans la République bourgeoise, les *fonctionnaires* sont indépendants du peuple et celui-ci ne peut le destituer. Dans la République Soviétiste, tous ils sont *complètement soumis aux Soviets, et le Soviet peut les destituer quand il lui plaît.* Certains fonctionnaires, les maîtres d'école par exemple sont élus et remplacés,

non pas même par le Soviet, mais directement par les ouvriers et les paysans eux-mêmes.

„Mais pourtant, disent les ennemis du pouvoir Soviétiste, dans votre République Soviétiste, *tous ne sont pas* élus dans le Soviet. Il n'y a pas chez vous de vote général, égal, direct et secret".

C'est parfaitement vrai: *dans la République Soviétiste, le droit d'élection n'est ni général, ni égal, ni même secret.*

Ne sont électeurs que les ouvriers et les employés dans les villes; dans les villages, seulement les paysans pauvres, sans terre, sans cheval et ceux qui travaillent pour eux-mêmes et embauchent des journaliers pour augmenter leurs revenus. Ne peuvent être électeurs les gens riches, vivant du travail d'autrui ou de leurs rentes. Ne peuvent être électeurs les popes, les anciens policiers, gendarmes etc.

Cela est vrai. Mais en fait, la République Soviétiste n'a pas d'amitié pour les riches. Elle veut les écraser, les dépouiller de leurs richesses. Les Soviets sont des unités de combat pour la lutte contre la bourgeoisie. Ils unissent les ouvriers et les paysans pour la guerre de classe. Il est clair que les richards et les parasites n'y ont pas accès.

Pourtant même pour les riches et les parasites l'accès des Soviets n'est pas fermé. Qu'ils rendent leurs richesses au peuple, qu'ils com-

mencent à travailler, qu'ils se fassent les camarades des ouvriers et des paysans, alors eux aussi auront les droits de vote. Les ouvriers et les paysans disent aux traficants: „Vous pourrez recevoir tous les droits à la condition de travailler. Si vous ne le voulez pas, nous vous cuirons dans notre marmite. Quand vous serez comme nous, quand nous vous aurons vaincus, alors vous aussi, vous serez électeurs. Alors dans la République Soviétiste, le droit de vote sera *universel*".

„Vous dites que nous n'avons pas de votes secrets. Nous n'avons pas besoin du vote secret. C'est le régime bourgeois qui en avait besoin. Alors, les ouvriers et les miséreux avaient peur de voter pour les leurs. Alors il fallait écrire des bulletins et les jeter secrètement dans l'urne. Maintenaut, nous n'avons plus personne à craindre. Nous luttons ouvertement avec la bourgeoisie. Maintenant nous votons franchement parce que chacun, devant les camarades, a dit loyalement pour qui il prend parti, pour nos amis ou pour nos ennemis".

**La République Soviétiste et les „libertés" civiles.**

„Voilà encore ce qui est mauvais dans la République Soviétiste, disent les ennemis du pouvoir soviétiste: il n'y a pas de liberté pour *tout le monde*. Il n'y a pas de liberté de la parole, de la presse, d'assemblées et d'unions".

Quand ils parlent ainsi, ils n'ajoutent jamais: „Il n'y a pas de liberté de grève et de liberté de conscience". Ils ne l'ajoutent pas parce qu'ils ne peuvent pas le dire. Dans la République Soviétiste, il y a la liberté de grève, mais il n'y a personne pour faire grève, et il n'y a pas de grèves parce que tous les travailleurs reçoivent un salaire équitable et travaillent 8 heures. La liberté de conscience est absolue. Chacun croit ce qui lui plaît. Mais l'Etat ne délivre de traitements à aucuns popes, ni orthodoxes, ni catholiques, ni mahométans. „Priez qui vous voulez, dit aux popes le Gouvernement Soviétiste. Seulement vivez d'après l'Evangile, comme les oiseaux du ciel. Ils ne sèment, ni ne moissonnent, ni ne font de collectes".

Quant à la liberté de parole, de presse, de réunions et de syndicats, c'est vrai. Elle n'est *pas donnée à tout le monde.* Elle n'est donnée qu'à ceux qui élisent dans les Soviets, aux ouvriers et aux paysans. Que veulent dire les mots: liberté de réunions *pour tous?* Cela veut dire: liberté de réunions *pour la bourgeoisie*, pour les ennemis de la révolution. Cette liberté, non, nous ne la donnerons pas à la bourgeoisie. On ne peut pas permettre aux ennemis de se réunir sur vos derrières durant le combat.

Par contre, les travailleurs et les paysans jouissent de la liberté de parole, de presse, de réunions et de syndicats, non seulement en paroles mais en fait. Interrogez n'importe quel

ouvrier ou paysan russe: avez-vous maintenant un *endroit* où vous pouvez vous rassembler, discuter de vos affaires, ouvrir un club, un syndicat, une bibliothèque? Chacun répondra: „Oui, nous avons maintenant tout cela". Toutes les plus riches maisons, dans toutes les villes et villages ont été enlevées à la bourgeoisie. C'est là que se réunissent les prolétaires et les paysans. Les ouvriers et les moujiks se réunissent dans les palais du tsar. Dans chaque ville russe, sur la devanture de chaque grande maison, partout il y a l'inscription: „Club, Union, Bibliothèque". La liberté de parole, d'assemblées et d'unions a été donnée aux ouvriers et aux paysans, non seulement en paroles, mais en fait parce que toutes les maisons ont été enlevées à la bourgeoisie.

Mais la liberté de la presse? Allez dans n'importe quel Soviet russe ou syndicat des travailleurs et demandez: „Avez-vous maintenant une typographie et du papier pour imprimer une revue ou un journal?" On vous répondra: „Toutes les typographies et tout le papier appartiennent à la classe travailleuse. Nous pouvons tout imprimer avec les meilleures illustrations, pourvu que le papier ne manque pas". Les livres bon marché vont dans les villes et dans les villages par millions. Les oeuvres de tous les milleurs écrivains sont imprimées à bon marché. Des montagnes de livres vont dans les campagnes. Non seulement chaque ouvrier et

paysan a maintenant son journal, mais chacun peut *lire*, s'il est lettré. Tandis qu'avant, sous la liberté de la presse pour tout le monde, non seulement c'est la bourgeoisie qui imprimait tout, mais *il n'y a que les riches qui pouvaient lire.*

Voilà la vraie liberté de la presse. Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras. *Ce n'est que quand les presses à imprimer et le papier eurent été enlevés à la bourgeoisie, que commencera la véritable liberté de la presse pour le peuple travailleur.*

Pouvoir, droits et libertés dans la République Soviétiste, tout cela n'appartient *qu'aux ouvriers et aux paysans; non pas en paroles, mais en fait.* Tant que les travailleurs et les paysans n'auront pas vaincu définitivement la bourgeoisie, n'auront pas fortifié leur pouvoir, les droits et les libertés ne seront que pour eux. Dans la suite, lorsque tous seront égaux *en fait*, quand personne ne pourra plus fénéanter et vivre sur le compte d'autrui, alors tous auront les droits et les libertés, *réellement tous* en jouiront. Non pas comme dans la République „démocratique" *où en paroles le pouroir et les droits sont à tout le monde, mais en fait seulement aux riches.*

### La Milice Nationale et l'Armée Rouge.

Dans la République Soviétiste, il n'y a pas de milice nationale, il y a une armée *permanente*, l'Armée Rouge des ourviers et paysans.

C'est pire, semble-t-il, que dans la République démocratique. La milice, en effet, ne coûte pas si cher. Dans la milice, on n'est pas obligé de donner ses fils pour le service permanent. Et puis cela n'est pas juste: dans l'Armée Rouge, on ne prend que les ouvriers et les paysans; les riches restent chez eux, ils ne marchent pas à la guerre.

Que la milice coûte meilleur marché, cela est vrai. Mais en temps de guerre, quelle que soit l'armée, qu'on l'appelle milice ou armée régulière, les dépenses seront les mêmes. Or, la Républlque Soviètiste fait tout le temps la guerre à la bourgeoisie. Par conséquent une milice nationale ne coûterait pas meilleur marché.

Mais, dans quel but, le pouvoir des Soviets fait-il la guerre? Dans le but de fonder partout la régime soviètiste. Les Soviets font la guerre encore pour fortifier leur autorité et pour prêter main forte aux travailleurs et aux paysans étrangers. Partout à l'étranger, la Révolution est en train de se faire. Et quand cette guerre avec la bourgeoisie sera partout terminée, alors *il n'y aura plus du tout de guerre.* Et il n'y en aura plus parce que c'est la bourgeoisie qui provoquait toutes les guerres. Quand les riches seront dépouillés du pouvoir, il n'y aura pas de guerre. Par conséquent, non seulement il n'y aura plus d'armées, mais *il n'y aura plus*

*de milice. Et cela coûtera bien moins cher au peuple.*

Est-il juste que, dans l'Armée Rouge, on ne prend que les ouvriers et les paysans? Contre qui l'Armée Rouge fait-elle la guerre? *Contre la bourgeoisie.* Mais est-ce qu'on peut incorporer ses ennemis dans sa propre armée et leur donner des armes? Ce serait, non seulement *injuste*, ce serait tout simplement *bête.*

Le Gouvernement Soviétiste ne laisse pas la bourgeoisie en repos. Il l'enrôle au service non pas dans l'armée, mais dans les services auxiliaires: dans les travaux de retranchement, dans les travaux agricoles, pour cuire le rata, pour cirer les bottes. Avant, c'était les ouvriers et les paysans qui faisaient toutes ces besognes, maintenant c'est au tour des riches et des fénéants.

## Le Pouvoir des Bolchéviks et le Pouvoir Soviétiste.

Les ennemis du pouvoir soviétiste disent: „Ce n'est qu'en paroles que, dans la République Soviétiste Russe, tout le pouvoir et tous les droits n'appartiennent qu'à un parti, à celui des bolchéviks. Les bolchéviks ont éliminé des Soviets tous les autres partis, même ceux qui étaient également pour le socialisme. Ils ont chassé les social-démocrates menchéviks, ils ont chassé les socialistes-révolutionnaires (les s-r)

d'abord ceux de droite, ensuite ceux de gauche. Ils ne permettent pas aux menchéviks et aux s.-r. d'élire les députés dans les Soviets, ils les privent du droit de se réunir, d'imprimer des journaux. Par conséquent, le pouvoir et les droits, dans la République Siviétiste, n'appartiennent pas à tous les ouvriers et paysans, mais seulement aux bolchéviks".

C'est vrai que l'été 1918, on a chassé les menchéviks et les s.-r. des Soviets russes, parce qu'ils disaient: „Il faut renvenser le régime soviétiste" et parce qu'ils provoquaient contre lui des insurrections.

On ne pouvait pas faire autrement. Pour le régime soviétiste se trouve la *majorité* du peuple ouvrier russe. Les menchéviks eux-mêmes disent que derrière eux marche la minortié des travailleurs. Dans tous les Congrès des Soviets, les menchéviks et les s.-r. étaient en minorité. Est-ce qu'on peut permettre á une poignée de gens de faire un croc-en-jambe à la classe ouvrière quand elle lutte contre les patrons à la vie à la mort?

Prenons un exemple: les ouvriers, je suppose, se sont mis en grève contre leur patron; ou bien les paysans refusent de travailler pour le propriétaire qui les exploite. Pendant ce temps un faux-frère, un flancheur, va trouver le patron ou le propriétaire et s'engage à travailler, fait rater la grève, fait diminuer les prix. Que font les ouvriers et les paysans avec de pareils

camarades? Ils les rossent impitoyablement, quelquefois même les assomment et, dans les villages, on incendie leurs maisons. Si la *majorité* des travailleurs lutte contre le patron, la *minorité* ne peut pas s'y opposer, elle doit marcher avec la majorité.

Mais si les ouvriers et les paysans ont fait non pas une simple grève, mais s'ils ont commencé avec la bourgeoisie une guerre à la mort? Est-ce qu'on peut permettre que, derrière leur dos, leur propres camarades provoquent des incurrections?

Avec de tels „camarades", pas besoin de discuter longtemps. Ce ne sont pas des camarades, ce sont des traîtres. Evidemment qu'l faut les chasser des Soviets, leur enlever tous les droits d'imprimer des journaux et d'organiser des réunions.

Donc, on pouvait et on devait chasser des Soviets les menchéviks et les s.-r. de droite et de gauche!

Et cela n'empêche pas le pouvoir soviétiste d'être le pouvoir des ouvriers et des paysans. *Dans les Soviets, il n'y a plus que des bolchéviks parce que les bolchéviks seuls sont restés jusqu'au bout fidèles à la classe ouvrière et à son pouvoir soviétiste.* Et encore parce que la classe ouvrière ne pouvait marcher et ne marche que pour les bolchéviks.

Quand les s.-r. de droite étaient pour le Gouvernement soviétiste, ils siégaient, tout comme les bolchéviks, dans le Soviet des Commissaires du Peuple et administraient le pays avec les bolchéviks.

Maintenant, les menchéviks ont déjà fait amende honorable. Ils ont déclaré qu'ils ne veulent pas renverser le pouvoir soviétiste. Tout de suite, le Comité Exécutif Central des Soviets leur a rendu tous les droits. On les a de nouveau admis dans tous les Soviets. De plus en plus, les s.-r. commencent á soutenir, comme auparavant, le pouvoir soviétiste. A ces s.-r. on rend également tous les droits.

Les bolchéviks ne veulent nullement *accaparer* tout le pouvoir et tous les droits. Ils ne veulent nullement anéantir tous les autres partis *demi-bourgeois* qui regardent d'un oeil les patrons et de l'autre les ouvriers et paysans. Les bolchéviks ne sont impitoyables *que pour la bourgeoisie*, que pour les riches, parce qu'ainsi le veut la classe ou le peuple travailleur tout entier.

Les bolchéviks ne luttent contre les menchéviks et les s.-r. que lorsque ceux-ci marchent contre les ouvriers et paysans, pour le régime des patrons.

Ainsi donc, le régime soviétiste russe, c'est le régime de tout le peuple travailleur. Dans

tout ce que disent contre lui ses ennemis, il n'y a pas un mot de vérité.

Seul le Gouvernement Soviétiste assurera pleine victoire aux travailleurs et aux paysans. Quand le pouvoir soviétiste sera partout victorieux, alors les travailleurs et les paysans du monde entier respireront à leur aise. Alors régneront partout la paix, la liberté et une vie de labeur tranquille.